

L'examen des politiques nationales sur une longue période permet d'expliquer la différence de compétitivité des deux pays en matière de cacaoculture et débouche sur des pistes possibles d'intervention pour répondre aux défis actuels.

Cacaos africains

comment la Côte d'Ivoire a devancé le Cameroun

Losch B.

CIRAD-SAR, BP 5035, 34032 Montpellier Cedex 1, France.

L'objectif est d'examiner les perspectives des productions cacaoyères camerounaise et ivoirienne à partir d'un bilan-diagnostic de leur situation actuelle : résultats, potentiels et contraintes. Une place privilégiée est accordée à l'analyse historique de l'évolution et à une approche comparée des deux pays. Cette mise en parallèle s'avère particulièrement fructueuse dans la mesure où la Côte d'Ivoire, à partir d'une dotation en facteurs de production initiale et d'un niveau de récolte lors de l'indépendance globalement identiques à ceux du Cameroun, a connu une trajectoire d'évolution radicalement différente (en termes de rythme de croissance et de résultats).

Similitudes initiales apparentes, écarts dans les résultats

Les données de base

Les conditions naturelles des deux pays pour la cacaoculture sont globalement identiques, même si les écarts peuvent s'avérer significatifs (tableau 1):

- la zone forestière ivoirienne propice à la culture du cacaoyer⁽¹⁾ représente environ 155 000 km² contre 250 000 km² pour l'espace forestier camerounais⁽²⁾ (carte),

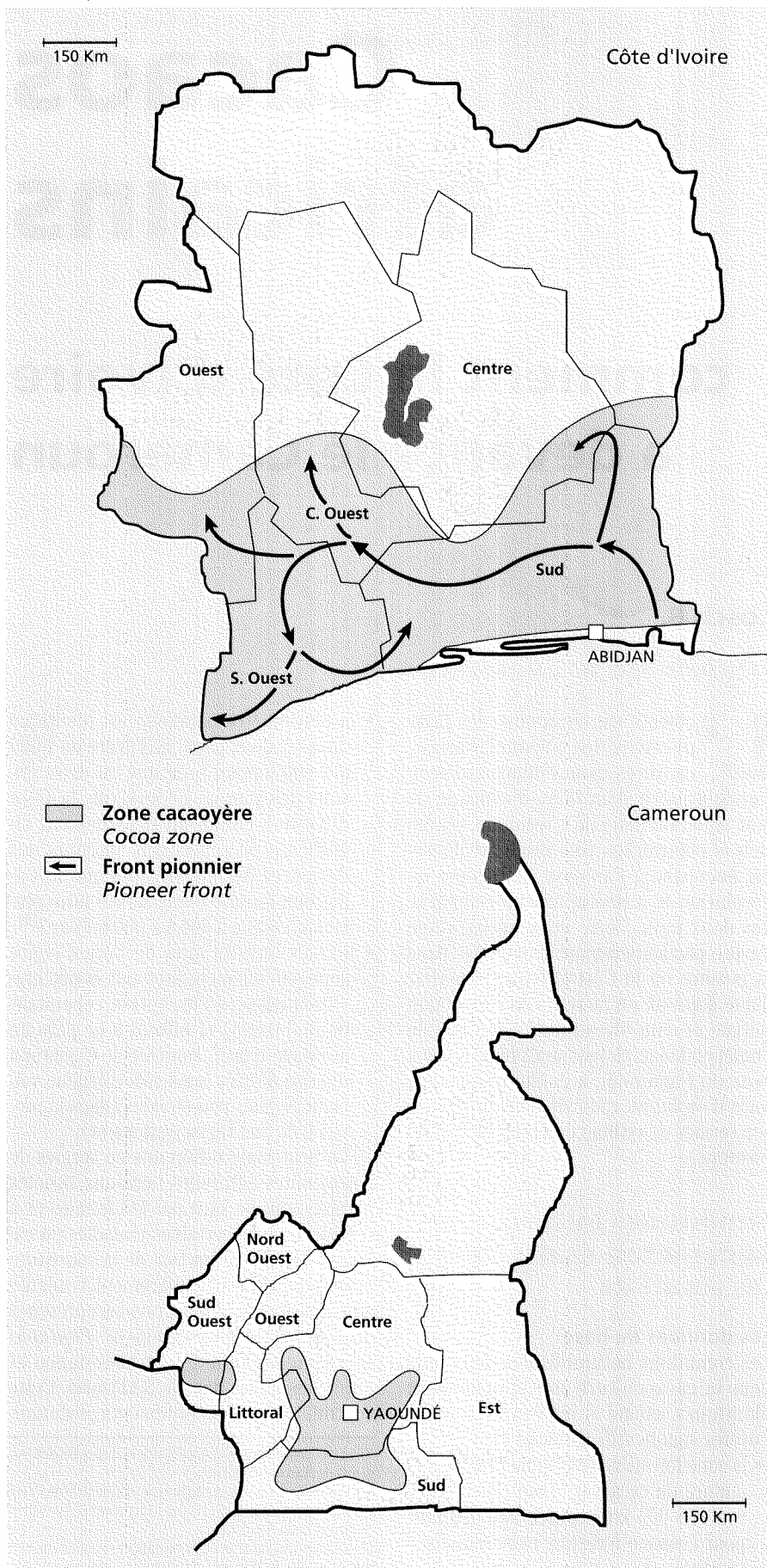
- la pluviométrie annuelle est identique dans les deux pays : de l'ordre de 1 500 à 2 000 mm/an avec une ou deux saisons des pluies. Cependant, la Côte d'Ivoire a connu un assèchement significatif de son climat au cours des dernières décennies alors que le Cameroun dispose d'une zone à forte pluviométrie (de 2 000 à 4 000 mm/an)⁽³⁾,
- les sols ferrallitiques de Côte d'Ivoire sont généralement profonds et peu gravillonnaires (à l'exception cependant du Sud-Ouest) et offrent à ce pays un avantage relatif. Toutefois le Cameroun dispose de très bons sols d'origine volcanique mais peu étendus (dans la province du Sud-Ouest également).

La principale différence en termes de potentialités naturelles tient aux variétés plantées qui ne sont pas les mêmes et à l'importance de certaines maladies du cacaoyer. Il s'agit avant tout de la pourriture brune, qui est particulièrement virulente au Cameroun pour deux raisons : présence de l'espèce la plus agressive *Phytophthora megakaria*⁽⁴⁾ - et abondance et durée des pluies dans le Sud-Ouest. Cette contrainte rend les traitements phytosanitaires

(1) Soit l'ensemble de la zone forestière moins les départements de Man et Bouaké.

(2) Ensemble des provinces de la zone méridionale du Cameroun à l'exception de la région des hauts plateaux (provinces de l'Ouest et du Nord-Ouest).

(3) Chaîne des volcans et sa périphérie (région du Sud-Ouest, massifs du Manengouba et du Mont Cameroun).



taires obligatoires pour éviter des chutes de rendements extrêmement fortes (pouvant aller jusqu'à 90 %).

Le peuplement des deux pays est nettement plus contrasté du fait d'évolutions historiques différentes. Alors que la situation démographique au cours du XIX^e et au début du XX^e siècle était globalement identique et caractérisée par de faibles densités rurales, typiques du peuplement des zones forestières et de son organisation socio-politique⁽⁵⁾, la Côte d'Ivoire a connu des migrations importantes, à l'origine d'une population nombreuse et d'une mise en valeur marquée.

- La population rurale de la zone cacaoyère lors des derniers recensements s'élevait à 4,5 millions d'habitants (en 1988) pour la Côte d'Ivoire, contre moins de 2 millions d'habitants (en 1987) pour le Cameroun.
- Ces effectifs se traduisent par des densités rurales moyennes de 35 hab/km² en Côte d'Ivoire contre 8 hab/km² au Cameroun avec des disparités régionales marquées⁽⁶⁾.
- Les taux de croissance annuels de la population rurale expriment cette disparité de situation : jusqu'à 10-15 % /an depuis 1960 dans certaines régions de Côte d'Ivoire (Centre-Ouest et Sud-Ouest notamment), contre des taux souvent négatifs dans bien des sous-préfectures du centre et du sud du Cameroun (les exceptions étant la province du Sud-Ouest - départements du Fako et de la Mémé - et certains arrondissements de la Léké et du Mbam dans le Centre).

Caractéristiques de la production cacaoyère

La cacaoculture est pratiquée dans les deux pays quasi-exclusivement par de petites unités de production familiales.

Au Cameroun, on dénombre environ 280 000 exploitations cacaoyères (1984)

(4) *Phytophthora megakarya* n'existe pas en Côte d'Ivoire. Dans ce pays, la pourriture brune est provoquée par *Phytophthora palmivora* (nettement moins virulent) qui provoque rarement plus de 30 % de pertes.

(5) Les Etats ashanti et yoruba font exception pour les pays du golfe de Guinée.

(6) Les densités vont jusqu'à 60 hab/km² (Centre-Ouest) mais descendent rarement en dessous de 30 hab/km² en Côte d'Ivoire. Elles sont globalement de 10 hab/km² au Cameroun (Centre) et s'étalent de 3 hab/km² dans l'Est à 20 - 30 hab/km² dans le Sud-Ouest avec une exception dans la Léké (province du Centre) où la densité moyenne est de 70 hab/km² et atteindrait 150 hab/km² dans certains terroirs.

(7) Bien que des programmes de replantation aient été mis en place par les pouvoirs publics et que l'on sous-estime souvent le rôle plus diffus des initiatives paysannes.

(8) En 1988, la Côte d'Ivoire a connu une récolte record de 830 000 tonnes.

caractérisées par leur relative homogénéité et leur petite taille : généralement de moins de 3 ha (dont 0,5 à 2 ha de cacaoyers) et comprenant de un à trois actifs. Le Sud-Ouest fait exception avec une situation plus diversifiée liée à l'existence d'une dynamique migratoire qui a permis l'apparition d'exploitations plus importantes (recours à du travail non familial) (Losch *et al.*, 1991).

En Côte d'Ivoire, l'ancienneté et l'ampleur des migrations sont à l'origine d'une différenciation économique et sociale nettement plus marquée des 400 à 450 000 exploitations pratiquant la cacao-culture (Ruf, 1988). L'origine régionale des planteurs (autochtone ou allogène), l'ancienneté de leur installation et l'existence d'une main-d'œuvre agricole abondante se traduisent par des écarts importants avec l'apparition d'une catégorie de grandes exploitations disposant de plus de 20 ha de cultures pérennes (cacaoyers et caféiers).

La comparaison des vergers productifs cacaoyers, malgré la grande difficulté des estimations, révèle nettement l'écart actuel des potentiels entre les deux pays :

- au Cameroun (Losch *et al.*, 1992), le verger productif serait de 360 à 400 000 ha. Il est caractérisé par l'âge élevé des plantations dans la principale zone actuelle de production (Centre et Sud), où 40 % des arbres auraient été plantés avant 1950⁽⁷⁾. En revanche, les 80 000 ha estimés pour le Sud-Ouest seraient beaucoup plus jeunes (75 % de moins de 20 ans). Les rendements moyens sont faibles : de l'ordre de 200 kg/ha dans le Centre et le Sud mais de 400 kg/ha dans le Sud-Ouest ;
- en Côte d'Ivoire, le verger se situe probablement autour de 1,5 million d'hectares. L'existence d'un développement continu d'est en ouest par fronts pionniers depuis 40 ans se traduit par une différenciation forte de l'âge du verger selon les zones avec des régions au vieillissement marqué et d'autres caractérisées par une croissance vigoureuse. Ainsi les rendements moyens pour l'ensemble du pays se situent autour des 500 à 600 kg/ha.

Les rythmes de croissance et leurs résultats

Alors que le Cameroun et la Côte d'Ivoire progressaient «de conserve» avec respectivement 55 000 et 60 000 tonnes en 1950, 80 000 et 90 000 tonnes en 1960, leurs trajectoires se sont nettement écartées de-

Tableau 1 : Cameroun - Côte d'Ivoire. Données de base — Cameroon - Côte d'Ivoire. Basic data

	Cameroun Cameroon	Côte d'Ivoire Côte d'Ivoire
Zone cacaoyère / Cocoa zone		
"Espace forestier" / "Forest area" (km ²)	250 000	155 000
Phytophthora	+++	+
Population rurale (106 hab) / Rural population (106 inhab)	2,0	4,5
Densités rurales (hab/km ²) / Rural densities (inhab/km ²)	8	35
Production cacaoyère / Cocoa production		
Exploitations (unités) / Farms (units)	280 000	450 000
Vergers (ha) / Plantations (ha)	400 000	1 500 000
Récolte 1960 (t) / 1960 harvest (t)	80 000	90 000
Récolte actuelle (t) / Current harvest (t)	90 000	750 000

Figure. 1 : Evolution de la production cacaoyère au Cameroun
Cocoa production trends in Cameroon
(Source : Losch *et al.*, 1992)

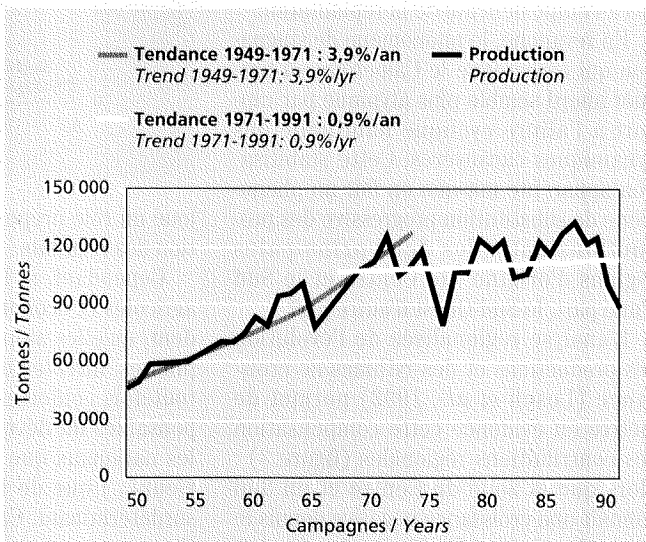
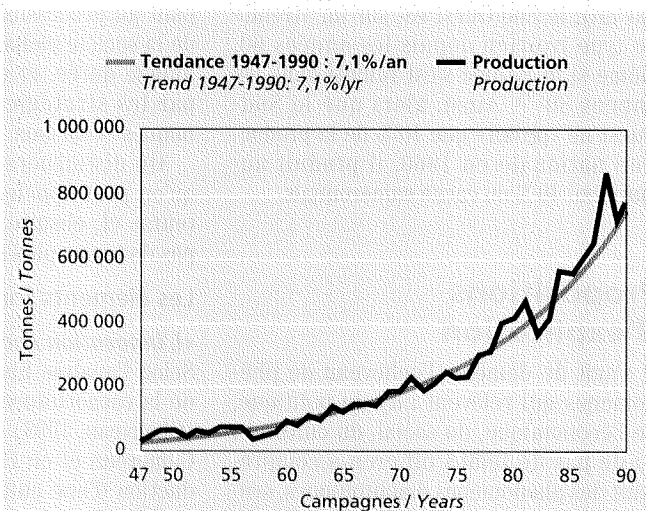


Figure. 2 : Evolution de la production cacaoyère en Côte d'Ivoire
Cocoa production trends in Côte d'Ivoire



puis les indépendances puisqu'ils produisent aujourd'hui (début des années 90) 90 000 tonnes dans le premier cas et... 750 000 tonnes dans le second⁽⁸⁾. Une telle différence signifie un taux de croissance légèrement supérieur à 7 % par an pendant 40 ans en Côte d'Ivoire pour seulement 2 % par an au Cameroun.

En examinant l'allure des courbes de croissance sur la période (figures 1 et 2),

on constate que la Côte d'Ivoire a connu une croissance parfaitement régulière alors que le Cameroun est caractérisé par un phénomène de palier particulièrement marqué à partir du début des années 70.

Si on se réfère à l'analyse en termes de cycles de production (Jarrige et Ruf, 1990 ; Ruf, 1991), la Côte d'Ivoire s'inscrit parfaitement bien dans le modèle de croissance par déplacements des fronts

pionniers : l'extension renouvelée et accrue des surfaces plantées accompagnant la mise en valeur et l'exploitation des ressources de la zone forestière ivoirienne a permis un rythme soutenu et a plus que compensé le vieillissement des plantations et des structures d'exploitation des zones les plus anciennes. Jusqu'à présent, le pays n'a pas encore amorcé la récession caractéristique qui ne manque pas de se manifester dès lors que les «ressources de l'extensif» sont consommées. Néanmoins, la Côte d'Ivoire, qui bénéficie encore d'un répit, n'échappera pas à l'étape délicate de la replantation.

En revanche, le phénomène de stagnation qui caractérise le Cameroun au premier abord semble plus atypique par rapport à l'allure cyclique habituelle des dynamiques cacaoyères. Cette stabilisation apparente masque en fait un phénomène de substitution progressive des productions entre les deux principales régions d'origine : le Centre et le Sud d'une part, le Sud-Ouest d'autre part.

L'analyse régionalisée de l'évolution des productions et des rythmes de croissance (Losch *et al.*, 1992) permet de mettre en évidence cette compensation des contributions régionales (figure 3) : alors que la zone du Centre et du Sud connaît une croissance négative depuis le début des années 70 (de l'ordre de -1 % par an), le Sud-Ouest est sur un «trend» de type ivoirien depuis les années 60, même si le rythme s'est ralenti dans les années 80⁽⁹⁾. Ainsi, alors que le Sud-Ouest ne «pesait» que 10 % de la production nationale en 1960, il produit aujourd'hui 40 % du cacao camerounais.

Propositions d'explication

Il s'agit de démêler l'écheveau de phénomènes qui relèvent : a) du politique, de l'économique, du social, du culturel ; b) de pas de temps différents comprenant des phénomènes diachroniques, synchroniques et asynchrones ; c) et de stratégies d'acteurs souvent concurrentes (producteurs agricoles, firmes, Administration, classes urbaines, Etat...).

A la lecture des séries annuelles de production, on constate que le décalage entre le Cameroun et la Côte d'Ivoire apparaît nettement à partir de l'indépendance. Une analyse rapide pourrait ainsi facilement faire croire que les politiques mises en oeuvre par les deux Etats ont

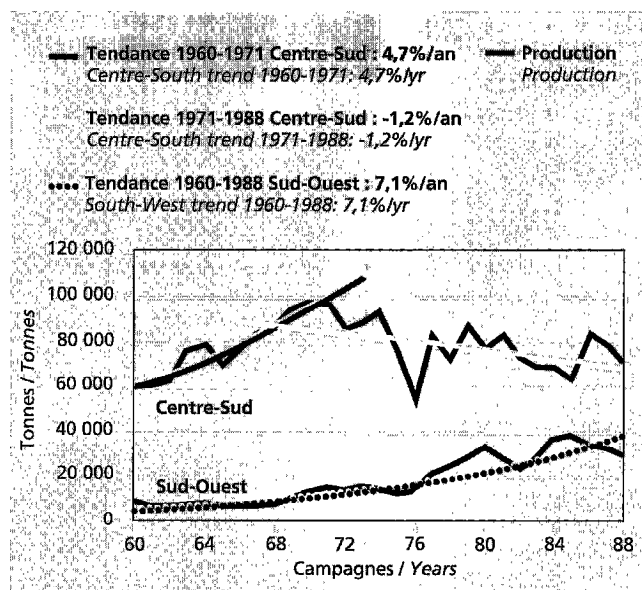


Figure 3 : Cameroun : comparaison de la croissance de la production cacaoyère entre le Centre-Sud et le Sud-Ouest (1960-1988). Cameroon: comparison of cocoa production growth between the Centre-South and South-West (1960-1988)

joué un rôle prépondérant dans l'explication des résultats.

Cependant, si l'impact des politiques agricoles et économiques menées est évident, qu'elles aient été explicites ou implicites, directes ou indirectes, ce serait toutefois conforter les illusions des responsables du développement (aussi bien les nationaux que leurs conseillers extérieurs...) que de leur attribuer un rôle surdéterminant. Car les interventions des Etats ne sont qu'un des éléments participant au processus endogène d'évolution de la société globale, qui s'inscrit dans la longue durée, et est avant tout marqué par les stratégies des acteurs économiques et sociaux.

On distinguera ainsi tout d'abord ce qu'on peut appeler les «éléments fondateurs» et, ensuite, les facteurs liés à un pas de temps plus récent.

Les éléments fondateurs

«L'innovation cacaoyère»

Selon l'analyse historique de la diffusion de la cacaoculture en Afrique de l'Ouest (Chauveau, 1993) on est en présence, au Cameroun et en Côte d'Ivoire, de l'introduction d'une culture nouvelle qui a été rapidement récupérée, adoptée et intégrée par les acteurs locaux.

Si le premier colonisateur du Cameroun - l'Allemagne - a essayé de développer une cacaoculture de grande plantation basée exclusivement sur un modèle coercitif à l'image de celle des îles du Golfe de Guinée⁽¹⁰⁾ (Clarence-Smith, 1989), les difficultés de mise en oeuvre puis le changement de tutelle du territoire en 1916 ont définitivement laissé le

champ libre à une agriculture paysanne. Les acteurs extérieurs, et notamment les missions protestantes⁽¹¹⁾ (plus que l'Administration), n'ont en fait joué qu'un rôle initial et les dynamiques de croissance doivent surtout au développement des stratégies des «indigènes».

Le développement de la cacaoculture dans l'économie locale et sa place dans l'évolution de la société civile dans la première partie du XXe siècle correspondent à une assimilation des caractéristiques de la culture et de ses opportunités économiques et sociales. Le cacaoyer, plante pérenne installée pour plusieurs années, permet à travers le «fameux» marquage foncier une individualisation et une émancipation par rapport au groupe lignager : création d'un patrimoine, contrôle de l'accumulation de la richesse, accès à de nouvelles formes de travail et de consommation par l'intermédiaire de l'échange monétaire (Weber, 1977 ; Leplaideur, 1985). La cacaoculture permet ainsi un changement de statut au sein de la société rurale et l'accumulation offre des perspectives d'investissement en dehors du champ strict de l'agriculture (par la scolarisation, les placements urbains, la participation aux activités commerciales, etc.).

Dans le cas du Cameroun, il n'y a pas eu d'interférence de la part du colonat

(9) Après le boom des années 70, la croissance du Sud-Ouest serait aujourd'hui limitée par le manque crucial d'infrastructures de désenclavement.

(10) Fernando Po (aujourd'hui Bioko) et São Tomé.

(11) Mission baptiste à l'origine de la fondation de Victoria (actuelle Limbé) puis Mission de Bala (Laburthe-Tolra, 1989 ; Clarence-Smith, 1989).

européen, qui a investi prioritairement dans d'autres activités agricoles (en particulier la caféiculture) et en dehors de la zone cacaoyère⁽¹²⁾. La Côte d'Ivoire, en revanche, a connu une implantation européenne (et syro-libanaise) plus significative - quoique modeste - principalement dans le Centre-Ouest. Cette implantation, en cristallisant les revendications des planteurs africains⁽¹³⁾ et en amorçant les migrations de main-d'œuvre a joué un rôle significatif dans l'évolution du contexte local.

Le caractère contraignant de la colonisation française - existence du travail forcé, intervention forte de l'Administration dans la gestion des affaires locales et la réglementation des activités économiques - a considérablement limité, dans les deux territoires, les possibilités de prise en charge par les « indigènes » de la commercialisation et des possibilités d'accès à ses profits. A l'opposé, la conception de la colonisation britannique, caractérisée par le régime de « l'indirect rule », a permis une beaucoup plus grande souplesse et a largement facilité les initiatives locales ; comme par exemple les « hold-ups » (refus de vente) en Gold Coast (actuel Ghana), les associations de producteurs et les sociétés agricoles au Nigeria et en Gold Coast dès les années 20 (Chauveau, 1993). Cette différence d'orientation entre les deux tutelles coloniales a marqué nettement l'évolution du Cameroun sous mandat français d'une part et sous mandat britannique d'autre part.

L'accès au facteur travail et le problème des migrations

On a vu précédemment que l'écart des densités démographiques (et la capacité à mobiliser du travail pour la production) était l'un des éléments explicatifs majeurs de la différence des résultats entre le Cameroun et la Côte d'Ivoire. Ce constat pose directement le problème de l'existence / absence d'un salariat agricole « autochtone » et des migrations de population.

— L'existence d'un salariat autochtone.

La situation est globalement identique entre le Cameroun et la Côte d'Ivoire. Le mode de diffusion de la cacaoculture a permis une appropriation de cette nouvelle activité par l'ensemble des agriculteurs qui ont tous eu la possibilité de devenir planteurs dès lors qu'ils avaient la capacité d'accéder à la terre (selon les règles sociales locales). Tous les actifs

masculins étaient donc virtuellement planteurs et il n'y avait pas de possibilité d'émergence d'une catégorie autonome de petits paysans sans terre. Une telle catégorie aurait pu éventuellement apparaître suite à l'émiettement des patrimoines par héritages successifs dans des contextes de pression foncière réelle. Mais, jusqu'à ce jour, les solutions trouvées dans les quelques situations locales correspondant à ce schéma ont le plus souvent été : une adaptation des systèmes de culture, une sortie du secteur agricole par l'exode rural (cas du département de la Lékié au Cameroun, Weber, 1977) ou la migration vers des zones plus propices (Côte d'Ivoire).

— Les migrations.

Les cas camerounais et ivoirien sont globalement opposés : la Côte d'Ivoire a connu des migrations fortes en provenance des zones de savane du Nord dès l'entre-deux-guerres et à l'intérieur même de sa zone forestière (déplacement du front pionnier) ; alors qu'au Cameroun les mouvements de population ont été globalement inexistant, à l'exception de quelques phénomènes très localisés.

Les explications d'une telle différence sont bien sûr multiples. Il existe à l'évidence des déterminants d'ordre « démographique »⁽¹⁴⁾ : présence de foyers de peuplement importants à forte pression foncière au nord de la Côte d'Ivoire (pays Mossi) et zones à très faibles densités au nord du Cameroun, coupure de l'Adamaoua... Mais les déterminants principaux relèvent surtout des institutions et de l'histoire coloniale différentes des deux pays.

Territoire de la fédération de l'Afrique occidentale française (AOF), la Côte d'Ivoire a relevé du projet colonial global de mise en valeur qui impliquait et cherchait à favoriser la circulation des hommes et l'écoulement des productions. Elle a ainsi bénéficié d'infrastructures efficaces, notamment en voies de communication (routes et surtout construction du chemin de fer Abidjan - Niger), et de politiques de mobilisation de la main-d'œuvre destinées aux colons européens, mais qui furent rapidement récupérées par les planteurs africains (organisation du recrutement vers la Haute-Volta, l'actuel Burkina Faso⁽¹⁵⁾). L'organisation politique de la lutte pour l'indépendance s'est aussi développée à l'échelle fédérale - avec notamment la création du Rassemblement Démocratique Africain (RDA) - renforçant ainsi les liens organiques

entre les zones côtières et les zones de savane.

Le statut du Cameroun était tout autre puisqu'en tant que territoire sous mandat de la Société des Nations, il a gardé son autonomie par rapport à l'AOF et à l'AEF (Afrique équatoriale française) pour sa partie française, alors que la partie britannique était rattachée administrativement au Nigeria. Le projet colonial français au Cameroun a ainsi été beaucoup plus hésitant (Mbembe, 1989) et s'est traduit par la faiblesse des infrastructures, alors que l'accès aux « réservoirs » de main-d'œuvre du Nigeria et des Grassfields (actuelle province du nord-ouest du Cameroun) était limité par la frontière coloniale. Le seul exemple de dynamique migratoire au Cameroun français a été celui du pays Bamileké, mais dont la portée géographique a été stoppée par la demande des planteurs européens de café du Mounjo et des grandes plantations agro-industrielles de la zone littorale.

Cas de la province du Sud-Ouest camerounais

Le Sud-Ouest apparaît comme un contre-exemple. Il s'impose par son caractère atypique en regard du mode de développement dominant de la cacaoculture camerounaise et révèle le poids des configurations historiques. Ainsi, dans cette province appartenant alors au Southern Cameroons (Cameroun anglais), le régime de *l'indirect rule* et l'absence de contraintes administratives trop fortes se sont rapidement traduits par le développement des initiatives locales et une structuration effective du milieu rural. Deux phénomènes principaux sont à relever :

- le développement de la cacaoculture par le recours au salariat⁽¹⁶⁾ puis la

(12) En 1935, plus de 80 % des surfaces concédées du Cameroun français concernaient le caféier, le palmier et l'hévéa et étaient localisées dans le Mounjo, le Noun et la Sanaga maritime (Mbembe, 1989). En zone britannique quelques plantations de cacaoyers ont perduré jusqu'au lendemain de la seconde guerre mondiale, notamment celle du groupe Cadbury and Fry au nord de Kumba.

(13) La lutte pour l'égalité des droits entre planteurs européens et planteurs africains est notamment à l'origine du Syndicat Agricole Africain qui a joué un rôle essentiel dans l'indépendance de la Côte d'Ivoire.

(14) Voir l'étude CENERGIE conduite par la BAD et l'OCDE en 1992 sur « les perspectives à long terme de l'Afrique de l'Ouest : population, espace et développement » et qui inclut également le Cameroun.

(15) Il convient de noter que les deux territoires de la Côte d'Ivoire et de la Haute-Volta ont même été jusqu'à former une seule entité administrative dans les années 30.

(16) Avec comme mode principal de rémunération le « two party system » équivalant aux systèmes abusifs du Ghana et... abousan/aboungnon de la Côte d'Ivoire, à savoir la rémunération par partage du produit entre manœuvre (tenant) et planteur (owner).

possibilité d'accès au foncier pour les migrants : les populations locales ont su - et pu - profiter des flux migratoires en provenance des Grassfields et du pays Ibo (Nigeria) qui s'étaient mis en place pour répondre à la forte demande en travail des plantations agro-industrielles du pourtour du Mont Cameroun (Geschier, 1989) ;

- l'implication des planteurs dans la commercialisation du cacao avec la création des «cocoa cooperatives unions» qui étaient destinées à s'affranchir des grandes compagnies coloniales : la première coopérative fut créée en 1928. Leur nombre était de plusieurs dizaines juste avant l'indépendance⁽¹⁷⁾.

La physionomie du Sud-Ouest est ainsi sans commune mesure avec le reste de la zone cacaoyère camerounaise. Avec 85 % de population allogène en 1964⁽¹⁸⁾ et des structures de production marquées par le recours au salariat, on est en présence des éléments explicatifs majeurs (avec les excellentes conditions pédoclimatiques) qui vont permettre l'apparition d'un boom cacaoyer dans cette région.

Les politiques nationales et l'évolution du contexte institutionnel

L'évolution du contexte global pendant la période coloniale n'a pas eu d'incidence directe et immédiate sur la production cacaoyère, à tel point qu'à l'indépendance, Cameroun et Côte d'Ivoire obtenaient des résultats identiques.

En revanche, c'est bien au cours de cette période que s'est construite la configuration d'ensemble qui va constituer «le substrat» plus ou moins fertile de la mise en oeuvre des nouvelles politiques nationales : structuration du milieu socio-économique de la production et de son environnement, définition de ce qu'il convient d'appeler l'espace économique de référence de la cacaoculture (zone d'extension mais aussi zone de mobilisation des facteurs de production notamment dans «l'hinterland cacaoyer»).

Les politiques sectorielles mises en oeuvre par les deux pays depuis l'indépendance vis-à-vis de leur filière cacaoyère ont été globalement similaires. Elles ont porté surtout sur le système de commercialisation :

- prix au producteur garanti et stabilisé (fixé à des niveaux voisins) (figure 4),
- organisation de la commercialisation intérieure et de l'exportation par une

caisse de stabilisation chargée des différents contrôles et agréments et de la détermination des prix intérieurs (formalisés par un barème).

Les actions directes sur la production ont été beaucoup plus limitées : il y a bien eu des incitations en termes de subventions et la création de structures de développement et de vulgarisation spécialisées (SATMACI en Côte d'Ivoire, SODECAO au Cameroun), mais leur action a surtout porté sur une diffusion partielle de matériel végétal sélectionné, un approvisionnement inégal en intrants et quelques opérations techniques (comme les traitements phytosanitaires en régie au Cameroun)...

On se contentera d'insister sur les domaines de divergence qui apparaissent comme essentiels entre les deux pays. Il s'agit de la politique foncière d'une part et, sur un plan beaucoup plus global, du contexte politique et économique général d'autre part.

La politique foncière

Alors que le Cameroun et la Côte d'Ivoire étaient régis à l'époque coloniale par le même type de droit foncier attribuant à l'Etat la propriété «des terres vacantes et sans maître»⁽¹⁹⁾, l'évolution juridique au moment et depuis les indépendances s'est traduite par un écart important quant à ses implications pratiques.

Si les textes actuels restent encore imprécis quant à la place respective des droits coutumiers et du droit importé et si certains des anciens textes coloniaux sont encore en vigueur, la Côte d'Ivoire s'est placée très vite dans une optique très libérale en promouvant avec succès le slogan selon lequel «la terre appartient à celui qui la met en valeur»⁽²⁰⁾. Cette orientation a constitué une incitation exceptionnelle à la conquête du territoire et a suscité une dynamique pionnière vigoureuse à laquelle pouvaient prendre part aussi bien les autochtones que les allogènes, les Ivoiriens que les non-Ivoiriens.

Au Cameroun, en revanche, la situation est restée beaucoup plus figée et les textes ont donné une priorité marquée aux collectivités coutumières et aux autochtones⁽²¹⁾. Cette attitude s'est traduite par un certain immobilisme et a largement limité, voire empêché, le développement de la mise en valeur et notamment l'extension de la cacaoyère. Elle a également limité les possibilités d'accumulation foncière des producteurs

agricoles et s'est traduite par une incitation indirecte à la mise en oeuvre et au renforcement de stratégies d'accumulation en dehors du secteur agricole (investissements urbains).

Le contexte politique et économique

Il ne s'agit pas de prétendre à une analyse du contexte politique et économique, mais plutôt de souligner les événements ou les faits les plus significatifs.

L'indépendance du Cameroun s'est réalisée dans un contexte très difficile avec une guerre de libération, surtout localisée dans l'ouest du pays, et des tensions régionales particulièrement importantes. Cette naissance a durablement marqué le fonctionnement des institutions et s'est traduite par un pouvoir central extrêmement fort, gérant «avec précaution» les équilibres régionaux⁽²²⁾. Une telle situation n'a pu que cristalliser les rigidités locales et handicaper les mouvements de population que ne favorisait pas la législation foncière.

Toutefois le Cameroun a bénéficié depuis la seconde moitié des années 70 de ressources pétrolières importantes, qui ont été à l'origine d'une croissance forte et d'une redistribution des richesses par l'appareil d'Etat. Celui-ci a notamment considérablement développé le secteur public et para-public en prenant en compte les «spécificités régionales». Ce développement s'est traduit par des opportunités nouvelles et importantes d'emplois ou d'investissements indirects pour les ruraux mais il a renforcé d'une certaine mesure la déconnexion entre l'agriculture et le reste de la société civile.

(17) On rappellera que l'exportation du cacao du Sud-Ouest a dépendu à partir de 1947 du Nigeria Cocoa Marketing Board (NCMB), puis du Southern Cameroons Marketing Board (SCMB) de 1954 jusqu'à la création de la république fédérale.

(18) Dont 40 % de migrants arrivés dès avant l'indépendance. La création de la république fédérale a accéléré la dynamique pré-existante et a notamment favorisé un fort développement des migrations bamileké (Courade, 1974).

(19) Décrets de 1920 et 1921 au Cameroun, décret de 1935 en Côte d'Ivoire.

(20) Ce texte de loi de 1963 a été voté mais n'a jamais été promulgué.

(21) Selon Weber (1977), le décret de 1959 donne la propriété à tout ressortissant originaire occupant un terrain en vertu d'une coutume incontestée et la réforme foncière de 1974 accorde aux collectivités coutumières un droit prééminent sur le domaine national.

(22) La zone anglophone (dont la province du Sud-Ouest) a cependant été particulièrement mal lotie, notamment en termes d'investissements publics. Cette situation est à l'origine de tensions politiques de plus en plus marquées auxquelles fait écho sans détours la déclaration finale du Congrès anglophone réuni à Buéa en avril 1993 (*Politique Africaine* (51), octobre 1993).

(23) D'où l'image symbolique de F. Houphouët-Boigny, «premier planteur de Côte d'Ivoire», une houe à la main.

En Côte d'Ivoire, la situation apparaît d'emblée comme nettement différente. Non pas que l'Etat y soit moins centralisé et que les tensions régionales soient inexistantes, mais les conditions historiques de l'indépendance se sont traduites par une configuration de compromis plus marquée.

En effet, la lutte pour l'indépendance a, avant tout, été conduite par une élite agricole qui a largement mis en avant l'idéologie du planteur comme voie royale du développement économique et social⁽²³⁾. La politique foncière retenue a renforcé dans la pratique la cohérence du modèle et a contribué au développement rapide de l'économie de plantation, dont les fondements avaient été construits dans la période antérieure.

Ainsi, en Côte d'Ivoire - et faute (ou grâce à l'absence) de pétrole - l'agriculture en général et le cacao et le café en particulier ont été les principaux moteurs de la croissance. La diversification des activités économiques, la croissance urbaine, le développement du secteur para-public ont constitué là aussi - et comme ailleurs - des opportunités pour les stratégies de sortie du secteur agricole. Mais la déconnexion, voire la rupture, agriculture/société civile sont certainement moins marquées qu'au Cameroun, même si les ingrédients d'une crise du système sont posés, notamment par l'épuisement du modèle extensif de croissance agricole.

Les défis d'aujourd'hui et de demain

Cet essai de lecture historique et comparative permet de mieux situer les défis que les cacaocultures camerounaise et ivoirienne doivent relever aujourd'hui.

En se limitant dans le cadre de cette conclusion à une perspective exclusivement sectorielle, on rappellera que la filière cacaoyère camerounaise doit faire face à une crise structurelle classique, qui est celle du renouvellement d'un verger particulièrement âgé dans la principale zone de plantation (Centre et Sud).

Les caractéristiques du contexte camerounais n'ont pas permis, comme en Côte d'Ivoire, un renouvellement et une croissance par l'extension en surface. Les développements précédents expliquent comment, dans le cas du Centre et du Sud, le manque de main-d'œuvre, les contraintes aux migrations, les possibilités de sortie du secteur agricole favori-

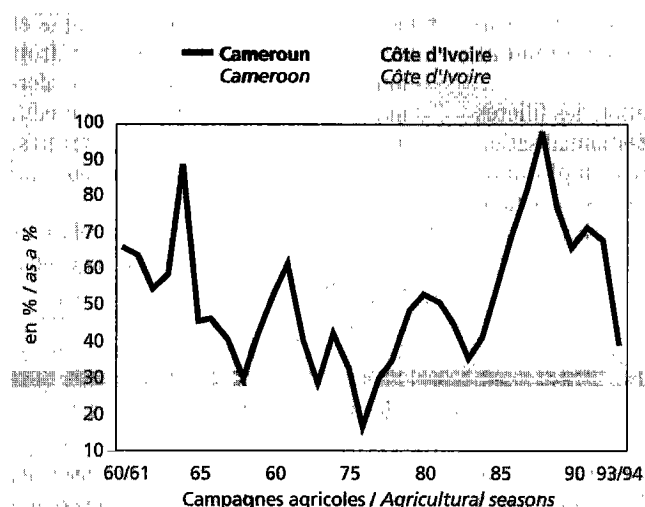


Figure. 4 :
Rémunération du cacaoculteur (en % du prix international)
Payment to cocoa producers (as a % of international price)

sées par le boom pétrolier ont conduit à la stagnation et aujourd'hui au déclin.

La croissance des surfaces plantées s'est arrêtée à la fin des années 60, quand les facteurs de production locaux (le couple terre / force de travail autochtone) ont été complètement mobilisés ; et la région du Sud-Ouest, qui présente des atouts évidents liés aux facteurs naturels et à sa construction historique, a permis de compenser pour partie le déclin du Centre-Sud.

La situation a été aggravée récemment par la conjoncture du marché international qui a affecté le Cameroun comme les autres pays producteurs, alors que des investissements en termes de replantations et d'extensions en surface sont nécessaires.

Les tendances d'évolution de la production cacaoyère camerounaise apparaissent globalement négatives. Le pays a perdu des parts de marché au cours des dernières années et les tonnages récoltés sont passés d'un maximum de 130 000 unités en 1987-1988 à 90 000 unités aujourd'hui.

En Côte d'Ivoire, la « success-story » est indéniable mais le premier rang mondial ne doit pas faire oublier les risques de vieillissement des systèmes de production (Ruf, 1991).

Dès le début des années 80 (Sedes, 1983), l'analyse des taux de croissance régionalisés des productions avait permis de faire apparaître plusieurs stades d'évolution de l'économie de plantation liés à l'ancienneté des fronts pionniers :

- un stade de jeunesse dans le Sud-Ouest (10 à 20 % de croissance annuelle),
- un stade de consolidation dans le Centre-Ouest (5-7 % par an),

- un stade de maturité dans l'Est et le Sud-Est (1-2 % par an),
- un stade de sénilité (-1 à -2 % par an) dans la vieille « Boucle du cacao ».

Aujourd'hui les signes de récession se sont accentués : les régions de l'ancienne boucle sont dorénavant sinistrées et les caractéristiques de la cacaoyère du Sud-Ouest (implantation plus précaire sur des sols plus fragiles) permettent de prévoir un vieillissement accéléré.

Ainsi aujourd'hui, au Cameroun, il s'agit d'infléchir et de retourner la tendance pour reconquérir les parts de marché perdues ; alors qu'en Côte d'Ivoire il s'agit de maintenir une position de leader sur le marché international.

Dans les deux cas les solutions relèvent essentiellement de prises de décision et de mesures qui appartiennent aux domaines de l'organisationnel, de l'institutionnel et du politique. Il n'existe pas de remèdes-miracles pour influencer sur une situation qui est le fait d'une longue histoire ; mais l'analyse des contraintes actuelles révèle qu'il convient plutôt de :

- permettre la transition vers des systèmes de production plus intensifs, diversifiés et reproductibles : cela implique une capacité d'investissement plus forte des producteurs qui doivent affronter l'étape délicate de la replantation. Elle est rendue aujourd'hui possible par les gains de la dévaluation du F CFA qui devrait favoriser un relèvement indispensable des prix à la production (Losch, 1994) (figure 4). Cela implique également un investissement plus important en matière de recherche et de recherche-développement (notamment quant à l'adaptation des systèmes de production et des

- itinéraires techniques, à la forte instabilité de l'environnement économique);
- poursuivre la réorganisation des filières dans le sens d'une professionnalisation plus forte : c'est-à-dire impliquant toutes les parties prenantes et notamment les producteurs agricoles, qui avaient été laissés à l'écart par la gestion étatique;

- améliorer l'environnement juridique et économique de la production : droit foncier, droit du travail, droit à l'information mais aussi dispositif de crédit, approvisionnement en intrants, conseils techniques et de gestion, infrastructures...
- favoriser la concertation et les relations contractuelles entre opérateurs économiques.

Une telle évolution impose la réalisation de compromis entre des acteurs ayant des stratégies souvent divergentes voire contraires (Losch et Varlet 1993). Elle nécessite en préalable une prise de conscience des enjeux par les différentes parties prenantes de l'avenir du secteur cacaoyer. Elle implique aussi certains renoncements de la part de l'Etat - en matière de prélèvements - et la mise en oeuvre d'une politique sectorielle volontariste.

Bibliographie / References

- Champaud J. (1966) L'économie cacaoyère au Cameroun. *Cah. ORSTOM, Sér. Sci. Hum.* 3 (3) : 105-124.
- Chauveau J-P. (1993) L'innovation cacaoyère. Histoire comparée de la cacaoculture en Afrique de l'Ouest. *Séminaire «Innovations et sociétés», CIRAD/INRA/ORSTOM, Montpellier, 13-16 septembre 1993, 20 p.*
- Clarence-Smith W-G. (1989) From cocoa plantations to peasant-produced cocoa in German Kamerun. In : *Colloque sur l'économie politique du Cameroun - perspectives historiques*, P. Geschiere and P. Konings Eds, African Studies Center (Leiden), *Research report* (35) : 483-502.
- Courade G. (1974) Atlas régional Ouest I. ORSTOM (Yaoundé), 190 p.
- Geschiere P. (1989) Accumulation and non-accumulation in agriculture. Regional comparisons. In : *Colloque sur l'économie politique du Cameroun - perspectives historiques*, P. Geschiere and P. Konings Eds, African Studies Center (Leiden), *Research report* (35) : 557-586.
- Jarrige F., Ruf F. (1990) Comprendre la crise du cacao. *Café Cacao Thé* 34 (3) : 213-229.
- Jarrige F. (1993) Côte d'Ivoire and Malaysia cocoa supply : a comparative study of structures and performances. In : *International Conference on Cocoa Economy*, Bali, 18-22 octobre 1993, 19 p.
- Laburthe-Tolra Ph. (1989) Eléments de réflexion sur le rôle historique du christianisme dans le

- développement économique du Cameroun, 1845-1915. In : *Colloque sur l'économie politique du Cameroun - perspectives historiques*, P. Geschiere and P. Konings Eds, African Studies Center (Leiden), *Research report* (35) : 473-482.
- Leplaideur A., Ruf F. (1981) Quelques éléments sur l'évolution historique des économies de plantation en zone forestière africaine. *CIRES* (30) : 51-63.
- Leplaideur A. (1985) Les systèmes agricoles en zone forestière : les paysans du Centre et du Sud Cameroun. Thèse Dr. en Economie Rurale, Faculté de Droit et Sciences Economiques (Montpellier), 629 p.
- Losch B., Fusillier J-L., Dupraz P. (1991) Stratégies des producteurs en zone caféière et cacaoyère du Cameroun. Quelles adaptations à la crise ? CIRAD-DSA, *Collection Documents Systèmes Agraires* (12), 252 p.
- Losch B., Daviron B., Freud C., Gergely N. (1992) *Relance régionalisée de la production paysanne de café et de cacao au Cameroun. Phase 1. Cadrage général de la relance*. Ministère de l'agriculture du Cameroun/CIRAD/SOFRECO (Yaoundé/Paris), 2 vol., 219 p.
- Losch B., Varlet F. (1993) Quelles innovations institutionnelles face à l'ajustement structurel ? Le cas de la restructuration des filières café et cacao au Cameroun et en Côte-d'Ivoire. *Séminaire «Innovations et sociétés», CIRAD/INRA/ORSTOM, Montpellier, 13-16 septembre 1993, 12 p.*

- Losch B. (1994) Les agro-exportateurs face à la dévaluation. *Politique Africaine* (54) : 88-103.
- Mbembe A. (1989) Bureaucratie et forces marchandes dans le Cameroun de l'entre-deux-guerres. In : *Colloque sur l'économie politique du Cameroun - perspectives historiques*, P. Geschiere and P. Konings Eds, African Studies Center (Leiden), *Research report* (35) : 785-810.
- Ruf F. (1988) Stratification sociale en économie de plantation ivoirienne. Thèse de Dr. en géographie. Université de Paris X, 6 vol., 700 p.
- Ruf F. (1991) Les crises cacaoyères. La malédiction des âges d'or ? *Cah. Etud. Afr.* (121-122) : 83-134.
- Sedes (1983) Analyse des comptes économiques pour les années 1975 et 1979. Tome B : évolution économique des régions. Ministère du Plan de Côte d'Ivoire/DDR.
- Varlet F. (1992) Relations entre les pouvoirs publics et le secteur agricole au Cameroun. Cas des filières d'exportation et des filières de produits vivriers destinés au marché intérieur. Mémoire DAA et DEA en Economie Rurale, Université Montpellier I, 2 vol., 170 p.
- Weber J. (1977) Structures agraires et évolution des milieux ruraux : le cas de la région cacaoyère du Centre Sud Cameroun. *Cah. ORSTOM, Sér. Sci. Hum.* 14 (2) : 113-139.



Plantations, recherche, développement, votre outil de travail.

Plantations, Recherche, Développement, an essential tool

Plantations, recherche, développement, su herramienta de trabajo

African cocoa

how Côte d'Ivoire got ahead of Cameroon*

Losch B.

CIRAD-SAR, BP 5035, 34032 Montpellier Cedex 1. France

A look at long-term national policies provides an explanation of the difference in competitiveness between the two countries as regards cocoa and suggests interesting new lines of activity in response to current challenges.

The author sets out to consider the prospects for cocoa production in Cameroon and Côte d'Ivoire based on an examination and assessment of the current situation: results, potential and constraints. Pride of place is given to a chronological analysis of developments and a comparison between the two countries. This comparison proved particularly informative insofar as Côte d'Ivoire, with production factors and a harvest level at the time of its independence that were generally identical to those in Cameroon, has evolved in a radically different way (in terms of growth rate and results).

Apparent initial similarities, different results

Basic data

Natural conditions for cocoa cultivation in the two countries are virtually identical although where there are differences they can prove significant (table 1):

- the forest zone suitable for cocoa cultivation in Côte d'Ivoire⁽¹⁾ covers approximately 155,000 km² as opposed to 250,000 km² in Cameroon⁽²⁾ (map),
- annual rainfall is identical in both countries: around 1,500 to 2,000 mm with one or two rainy seasons. However, the climate has become significantly dryer in Côte d'Ivoire over recent decades, whereas Cameroon has a high rainfall zone (from 2,000 to 4,000 mm / year)⁽³⁾,
- the ferrallitic soils in Côte d'Ivoire are generally deep with little gravel (apart from the Southwest), giving this country a relative advantage. Nevertheless, Cameroon has very good but not very extensive volcanic soils (also in the southwest province).

The main difference in terms of natural potential lies in the varieties planted, which are not the same, and the extent of certain cocoa diseases, primarily black pod rot, which is particularly virulent in Cameroon, for two reasons: the existence of the most aggressive species - *Phytophthora megakaria*⁽⁴⁾ - and the abundance and duration of rainfall in the Southwest. This constraint makes phytosanitary treatments obligatory to prevent extremely severe yield losses (up to 90%).

There is a stark contrast in the way the two countries are populated, due to a different historical background. Whilst the demography was pretty much the same in the 19th century and in the early 20th century, characterized by low rural densities, which are typical of forest zone populations and of their socio-political structure⁽⁵⁾, Côte d'Ivoire underwent substantial migrations, leading to a large population and marked land use.

- In the latest censuses, the rural population in the cocoa growing zone was 4.5 million (1988) in Côte d'Ivoire, as opposed to less than 2 million (1987) in Cameroon.
- These figures mean average rural densities of 35 inhab/km² in Côte d'Ivoire as opposed to 8 inhab/km² in Cameroon, with marked regional differences⁽⁶⁾.
- The annual growth rates for the rural population reflect this disparity: up to 10-15 % / year since 1960 in some regions of Côte d'Ivoire (Centre-West and Southwest in particular), compared to often negative rates in many sub-prefectures in central and southern Cameroon (the exceptions being the Southwest province - Fako and Mémé departments - and certain districts in Lékié and Mbam in the Centre).

Characteristics of cocoa production

In both countries, cocoa is almost exclusively grown by small family production units.

In 1984, there were around 280,000 cocoa smallholdings in Cameroon, characterized by their homogeneity and small size: usually less than 3 ha (comprising 0.5 to 2 ha of cocoa trees), with 1 to 3 workers. The exception is the Southwest, where the situation is more diversified linked to a migratory impetus which led to the appearance of larger farms (use of non-family labour) (Losch *et al.*, 1991).

In Côte d'Ivoire, the migrations, which occurred much earlier and were more extensive, led to greater economic and social differentiation between the 400 to 450,000 farms growing cocoa (Ruf, 1988). The regional origin of the planters (indigenous or outsiders), the length of time they had been settled and the existence of abundant manpower led to substantial differences with the appearance of a category of large farms with more than 20 ha of tree crops (cocoa and coffee).

A comparison of productive plantations, although it is very difficult to make estimations, clearly reveals the current differences in potential between the two countries:

- in Cameroon (Losch *et al.*, 1992), the area under cocoa would seem to cover 360 to 400,000 ha. It is characterized by ageing plantations in the current main production zone (Centre and South), where 40% of the trees were apparently planted before 1950⁽⁷⁾. On the other hand, the 80,000 ha estimated for the Southwest would seem to be much younger (75% under 20 years old). Mean yields are low: around 200 kg/ha in the Centre and South, but 400 kg/ha in the Southwest;
- in Côte d'Ivoire, the area under cocoa is probably around 1.5 million hectares. Continuous development over the past 40 years from East to West along pioneer fronts has led to notable differences in plantation age depending on the zones, with some clearly ageing regions and others characterized by vigorous growth. Average yields for the country as a whole are around 500 to 600 kg/ha.

Growth rates and their results

Whilst Cameroon and Côte d'Ivoire progressed «hand in hand» with 55,000 and 60,000 tonnes respectively in 1950, then 80,000 and 90,000 tonnes in 1960, they have gone their separate ways since independence, with 90,000 tonnes at

* This article partly takes up and completes a paper presented at the International Conference on Cocoa Economy held in Bali in October 1993

(1) All the forest zone less the Man and Biankouma departments

(2) All the provinces in the southern zone of Cameroon, apart from the high plateaux region (West and Northwest provinces).

(3) Chain of volcanoes and surrounding area (Southwest region, Manengouba range and Mount Cameroon).

(4) *Phytophthora megakaria* does not exist in Côte d'Ivoire. In this country, black pod rot is caused by *Phytophthora palmivora* (markedly less virulent) which rarely causes more than 30% losses.

(5) The States of ashanti and yoruba are an exception for Gulf of Guinea countries.

(6) Densities range up to 60 inhab/km² (Centre-West), but rarely fall below 30 inhab/km² in Côte d'Ivoire. They are generally 10 inhab/km² in Cameroon (Centre) and range from 3 inhab/km² in the East to 20-30 inhab/km² in the Southwest, with the exception of Lékié (Centre province) where the average density is 70 inhab/km² and apparently reaches 150 inhab/km² in some areas.

(7) Although replanting programmes have been implemented by the authorities and the more scattered role of smallholder initiatives are often underestimated.

the beginning of the 1990s for Cameroon and 750,000 tonnes for Côte d'Ivoire⁽⁸⁾. This amounts to a growth rate of just over 7% per year for 40 years in Côte d'Ivoire for only 2% per year in Cameroon.

The growth curves for the period (figures 1 and 2) reveal perfectly regular growth for Côte d'Ivoire, with a levelling off for Cameroon which is particularly marked from the start of the 1970s.

The analysis in terms of production cycles (Jarrige and Ruf, 1989; Ruf 1991), shows that Côte d'Ivoire fits in perfectly well with the model for growth by pioneer fronts: renewed and increased expansion of planted areas accompanied by the reclamation and use of forest zones in Côte d'Ivoire resulted in a sustained growth rate which has more than compensated for the ageing plantations and farm structures in the older zones. So far, the country has yet to enter the typical recession which never fails to occur once the «resources of extensive agriculture» have been exhausted. Although Côte d'Ivoire still has a breathing space, it will not escape the delicate replanting stage.

On the other hand, the stagnation phenomenon that at first glance characterizes Cameroon seems to be less typical of the usual cyclic aspect of cocoa cultivation dynamics. In fact, this apparent stabilization masks the gradual substitution of production between the main regions of origin: the Centre and South on the one hand, the Southwest on the other.

A regional analysis of production trends and growth rates (Losch *et al.*, 1992) reveals this compensation by regional contributions (figure 3); whilst there has been negative growth in the Centre South zone since the beginning of the 1970s (around -1% per year), the «trend» in the Southwest since the 1960s has been similar to that in Côte d'Ivoire, though at a slower rate in the 1980s⁽⁹⁾. Hence, although the Southwest only accounted for 10% of national production in 1960, it now produces 40% of Cameroon coffee.

Possible explanations

It is necessary to unravel the intricacies of phenomena involving: a) politics, economics, sociology, culture; b) different time scales including diachronic, synchronic and asynchronic phenomena; c) and strategies of often competing protagonists (agricultural producers, firms, administration, urban classes, State, etc.).

It can be seen from annual production figures that the divergence between Cameroon and Côte d'Ivoire appears clearly from the time of independence. A brief analysis could therefore easily give the impression that the policies implemented by the two States were responsible for these results.

However, whilst there is an obvious impact of the agricultural and economic policies

implemented, be they explicit or implicit, direct or indirect, attributing too decisive a role to them would merely be upholding the illusions of those responsible for development (be they nationals or outside advisors, etc.). State interventions are only one aspect of the endogenous evolution of society as a whole, which is a long-term process, and is first and foremost determined by the strategies of economic and social protagonists.

Thus, we shall first distinguish what can be called the «founding elements», followed by the factors linked to a more recent time period.

The founding elements

«The cocoa innovation»

According to the historical analysis of the spread of cocoa cultivation in West Africa (Chauveau, 1993), cocoa was a newly introduced crop in Cameroon and Côte d'Ivoire, which was rapidly taken on board, adopted and integrated by local farmers.

Although the first colonizer in Cameroon - Germany - attempted to develop cocoa cultivation on estate plantations based exclusively on a coercive model as in the Gulf of Guinea⁽¹⁰⁾ (Clarence-Smith, 1989), operating difficulties, then the change of colonial power in 1916 finally left the way open for smallholder agriculture. Outside influence, notably protestant missionaries⁽¹¹⁾ (more than the Administration) only played an initial role and the growth dynamics resulted mostly from the development of «indigenous» strategies.

The development of cocoa cultivation in the local economy and its role in the evolution of the civil society in the early 20th century corresponded to assimilation of the characteristics of the crop and of the economic and social opportunities it offered. Cocoa, a tree crop planted for several years, enabled individualization and emancipation from the lineal group, through the well-known marking of territory: creation of a patrimony, control of wealth accumulation, access to new work forms and consumption via monetary exchange (Weber 1977; Leplaideur, 1985). Cocoa cultivation therefore enabled a change in status within the rural society and accumulation of wealth offered the prospect of investment beyond the strict field of agriculture (through schooling, urban investments, participation in commercial operations, etc.).

In Cameroon, there was no interference from the European colonizers, who mostly invested in other agricultural activities (particularly coffee) and outside the cocoa zone⁽¹²⁾. However, in Côte d'Ivoire, there was greater European (and Syrian/Lebanese) settlement - albeit modest - mainly in the Centre-West. This settlement played a significant role in the evolution of the local context, by crystallizing the claims of African farmers⁽¹³⁾ and triggering labour migrations.

The restrictive nature of French colonization - existence of forced labour, heavy involvement of the Administration in the management of local affairs and regulation of economic activities - considerably limited the possibility for the indigenous population to take over marketing or gain access to profits in both territories. On the other hand, the indirect rule approach of the British colonial power meant greater flexibility and local initiatives were greatly facilitated, such as hold-ups (refusals to sell) in the Gold Coast (now Ghana), and producer associations and agricultural companies in Nigeria and the Gold Coast as early as the 1920s (Chauveau, 1993). This difference in approach between the colonial powers had a clear influence on developments in the French and British Cameroons.

Access to labour and the migration problem

It has already been seen that the difference in population densities (and the ability to mobilize labour for production) was one of the main explanations for the different results in Cameroon and Côte d'Ivoire. This observation directly poses the problem of the existence/absence of an «indigenous» agri-cultural hired labour force and population migrations.

Existence of an indigenous hired labour force.

The situation is generally the same in Cameroon and Côte d'Ivoire. The way in which cocoa cultivation spread enabled all farmers to take up this new activity and they all had the opportunity of becoming planters as soon as they were able to gain access to land (in accordance with local social rules). All the male members of society were therefore virtually planters and there was no possibility for a category of independent smallholders without land to emerge. Such a category could possibly have appeared with the division of land through successive inheritances in contexts of true land tenure pressure. However, to date, the solutions adopted in the few local situations corresponding to this

(8) In 1988, there was a record harvest of 830,000 tonnes in Côte d'Ivoire.

(9) After the boom in the 1970s, growth in the Southwest now appears to be limited by the crucial lack of road infrastructures.

(10) Fernando Po (now Bioko) and São Tomé.

(11) Baptist mission behind the founding of Victoria (now Limbe), then Basel Mission (Lambaréné-Toiré, 1989; Clarence-Smith, 1989).

(12) In 1935, more than 80% of the area conceded to French Cameroon involved coffee, oil palm and rubber and was located in Moungo, Noun and maritime Sanaga (Mbembe, 1989). In the British zone, a few cocoa plantations survived up to the end of the Second World War, particularly those of the Cadbury and Fry group north of Kumba.

(13) The struggle for equal rights between European and African planters led particularly to the African Agricultural Union, which played an essential role in the independence of Côte d'Ivoire.

scenario have usually been: adaptation of the farming system, withdrawal from the agricultural sector by rural exodus (case of the Léké department in Cameroon, Weber 1977) or migration to more appropriate zones (Côte d'Ivoire).

Migrations

These were very different on the whole in Cameroon and Côte d'Ivoire: there were substantial migrations from the savannah zones in the North between the two World Wars and even within the forest zone (advance of the pioneer front), whereas population movements in Cameroon were virtually nonexistent, apart from a few very localized cases.

The explanations for such a difference are obviously many. There are clearly determining factors linked to demography and geography⁽¹⁴⁾: existence of densely populated pockets with high land tenure pressure in northern Côte d'Ivoire (Maize country) and zones with very low population densities in northern Cameroon, the obstacle of Adamaoua, etc. However, the main determining factors are the different institutions and colonial histories of the two countries.

As a territory in the French West African Federation (AOF), Côte d'Ivoire was part of an overall colonial development project, which set out to facilitate population movements and product transportation. It therefore benefitted from efficient infrastructures, particularly lines of communication (roads and especially the construction of the Abidjan-Niger railway), and policies to mobilize the work force intended for the European colonial powers, but which was rapidly employed by African planters (organized recruitment to Upper Volta, now Burkina Faso⁽¹⁵⁾). Political organization of the struggle for independence also developed on a federal scale - particularly with the creation of the African Democratic Movement (RDA) - thereby strengthening organizational links between the coastal and savannah zones.

The status of Cameroon was quite different, in that as a territory under the mandate of the League of Nations, the French part retained its autonomy in relation to the AOF and the AEF (French Equatorial Africa), whilst the British part was administratively attached to Nigeria. The French colonial project in Cameroon was therefore much more tentative (Mbembe, 1989), reflected in poor infrastructures, whereas access to the «pools» of workers in Nigeria and the Grassfields (now a province of northwest Cameroon) was limited by the colonial border. The only example of migration in French Cameroon was that of Bamileké country, but its geographical spread was halted at the request of European coffee planters in Moundou and the large agro-industrial estate plantations in the coastal zone.

The Southwest Province in Cameroon

The Southwest seems to be a counter-example, by way of the untypical dominant development of Cameroon cocoa cultivation, and it reveals the extent of historical influences. In this province, which then belonged to the Southern Cameroons (British Cameroon), the indirect rule approach and the absence of overbearing administrative constraints rapidly led to the development of local initiatives and effective structuring of the rural environment. Two main phenomena can be noted:

- the development of cocoa cultivation using a hired labour force⁽¹⁶⁾, then the possibility for migrants to obtain land: the local populations knew how - and were able - to benefit from the migratory flow from the Grasslands and Ibo country (Nigeria), which occurred in response to the strong demand for labour in the agro-industrial plantations around Mount Cameroon (Geschiere, 1989),
- the involvement of planters in cocoa marketing with the creation of cocoa cooperative unions, which were intended to break free from the large colonial companies: the first cooperative was set up in 1928. There were several dozen of them just before independence⁽¹⁷⁾.

Southwest Cameroon therefore bears no resemblance to the rest of the country's cocoa zone. With 85% of the migrant population in 1964⁽¹⁸⁾ and production structures marked by a hired labour force (with excellent soil and climatic conditions), the appearance of the cocoa boom in this region is largely explained.

National policies and changes in the institutional context

The evolution of the overall context during the colonial period did not have any direct or immediate effect on cocoa production and, on independence, Cameroon and Côte d'Ivoire were achieving the same results.

However, it was during this period that the overall framework was constructed that would go on to form the more or less fertile «substrate» for the implementation of new national policies: structuring of the socio-economic aspects of production and its environment, definition of what can be called the economic reference space for cocoa cultivation (its extension zone but also the zone of production factor mobilization, especially the «cocoa hinterland»).

The policies implemented by the two countries since independence in the cocoa sector have been similar on the whole, primarily concentrating on the marketing system:

- guaranteed stable prices for producers (fixed at similar levels) (figure 4),
- organization of domestic and export marketing through a stabilization fund responsible for the different inspections and approval, and determination of domestic prices (official price scale).

Direct interventions in production have been much more limited: there have been incentives through subsidies and the creation of specialized development and extension bodies (SATMACI in Côte d'Ivoire, SODECAO in Cameroon), but their operations mainly concerned partial distribution of selected planting material, unequal input supplies and a few technical operations (such as state organized phytosanitary operations in Cameroon).

We would merely emphasize the areas of divergence between the two countries that seem to be essential: the land tenure policy and, more generally, the overall political and economic context.

Land tenure policy

Although Cameroon and Côte d'Ivoire were governed according to the same type of land laws during the colonial period, whereby the State was the proprietor of «vacant and ownerless land»⁽¹⁹⁾, changes in the law at the time of independence and since then have led to a significant difference as regards its practical implications.

Although current texts remain vague as to the respective place of common law and foreign laws, and some of the old colonial texts are still in force, Côte d'Ivoire rapidly took a very liberal stance by successfully promoting the slogan according to which «land belongs to the person who develops it»⁽²⁰⁾. This approach was an exceptional incentive for land conquests and aroused a vigorous pioneering movement in which both the indigenous population and migrants, both nationals and non-nationals, could take part.

On the other hand, in Cameroon the situation remained far more rigid and the texts gave a clear priority to common-law ownership and the indigenous population⁽²¹⁾. This attitude led to a

(14) See the CINERGIE study carried out by the ADB and OECD in 1992 on the «long term prospects for West Africa; population, space and development», which also included Cameroon.

(15) It should be noted that the two territories of Côte d'Ivoire and Upper Volta went as far as forming a single administrative entity in the 1930s.

(16) With the two-party system as the main method of payment, equivalent to the abusa systems in Ghana and ... abousan/aboutnong systems in Côte d'Ivoire, i.e. payment by sharing produce between tenants and owners.

(17) It should be noted that exports of cocoa from the Southwest was the responsibility of the Nigeria Cocoa Marketing Board (NCMB) from 1947 onwards and of the Southern Cameroons Marketing Board (SCMB) from 1954 to the founding of the federal republic.

(18) Including 40% of migrants who arrived before independence. The founding of the federal republic accelerated the existing dynamism and particularly encouraged strong development of bamileké migrations (Courade, 1974).

(19) Decrees of 1920 and 1921 in Cameroon, decree of 1935 in Côte d'Ivoire.

(20) This 1963 bill was passed but never came into force.

(21) According to Weber (1977), the 1959 decree accorded ownership to any original national occupying land under an unchallenged custom and the land reform in 1974 accorded preminent rights to common ownership on national territory.

certain inertia and largely limited, or prevented, the expansion of land development, particularly the extension of the cocoa zone. It also reduced the possibility of land accumulation by farmers and provided an indirect incentive to turn to or strengthen strategies to accumulate outside the agricultural sector (urban investments).

Political and economic context

We make no claims to have carried out an analysis of the political and economic context, but rather to emphasize the most significant events or facts.

Cameroon gained its independence in a very difficult context with a war of independence, mainly contained in the western part of the country, with particularly strong regional tensions. These difficult beginnings greatly influenced the institutional organization in the country, with an extremely strong central government «cautiously» managing regional balances⁽²²⁾. Such a situation was bound to crystallize local inflexibility and hinder population movements which the land laws discouraged.

Nevertheless, Cameroon has benefitted from large oil reserves since the second half of the 1970s, leading to strong growth and redistribution of wealth by the State, which considerably developed the public and parastate sector, by taking «regional specificities» into account. This development led to new and substantial job or direct investment opportunities for the rural population, but to some degree it strengthened the drift between agriculture and the civil society.

In Côte d'Ivoire, the situation appears to have been very different from the outset. Not that government is less centralized and regional tensions do not exist, but the historical conditions of its independence led to a situation of greater compromise.

In fact, the struggle for independence was first and foremost led by an agricultural elite, which largely promoted the ideology of the planter as being the ideal road to economic and social development⁽²³⁾. The land tenure policy adopted strengthened the coherence of the model in practice and contributed towards the rapid development of the plantation economy, whose foundations had been laid during the earlier period.

Thus in Côte d'Ivoire - and because of (or thanks to) a lack of oil - agriculture in general and cocoa and coffee in particular were the driving force behind growth. The diversification of economic activities, urban growth and the development of the parastate sector also provided - as elsewhere - opportunities for strategies to withdraw from the agricultural sector. However, the disconnection, or even split, between agriculture and the civil society are

certainly less marked than in Cameroon, even though the ingredients are there for a crisis in the system, notably the exhaustion of the extensive model for agricultural growth.

Current and future challenges

This historical and comparative analysis paints a clearer picture of the challenges facing cocoa cultivation in Cameroon and Côte d'Ivoire.

Limiting this conclusion to a purely sectorial outlook, it should be remembered that the cocoa sector in Cameroon is faced with a classical structural crisis, that of renewing particularly old plantings, especially in the main cocoa zone (Centre and South).

Unlike in Côte d'Ivoire, the characteristics of the context in Cameroon have prevented growth by area expansion. Previous developments explain how the lack of manpower, migration constraints and the possibilities of withdrawing from the agricultural sector favoured by the oil boom led to stagnation, and to the current decline in the Centre and South.

Expansion of the areas planted was halted at the end of the 1960s, when local production factors (land/local work force combination) had been totally mobilized. The Southwest region, which had obvious assets in terms of natural factors and its past development, was able to partly compensate for the decline in the Centre-South.

The situation was recently exacerbated by international market conditions, which affected Cameroon like all the other producing countries, at a time when investment in the form of replanting and extensions is necessary.

Cocoa production trends in Cameroon are negative on the whole. The country has lost its market shares over recent years and the tonnages harvested have fallen from a maximum of 130,000 tonnes in 1987-1988 to 90,000 tonnes today.

In Côte d'Ivoire, the success story is undeniable, but although ranking as world leader, the risks of production system ageing should not be overlooked (Ruf, 1991).

At the beginning of the 1980s (Sedes, 1983), an analysis of regional production growth rates revealed several stages of development in the economic life of a plantation, linked to the age of the pioneer fronts:

- a young stage in the Southwest (10 to 20% growth per year),
- a consolidation stage in the Centre-West (5-7% per year),
- a mature stage in the East and Southeast (1-2% per year),
- a senile stage (-1 to -2% per year) in the old «Cocoa Belt».

Now, the signs of recession have worsened: the regions in the old belt are a disaster and

given the characteristics of cocoa cultivation in the Southwest (more precarious situation on more fragile soils) accelerated ageing can be feared.

So, the task in Cameroon today is to reverse the trend and recover the lost share of the market, whereas in Côte d'Ivoire the challenge is to maintain the leading position on the international market.

In both cases, the solutions mainly lie in decisions and measures in the organizational, institutional and political fields. There are no miracle cures to rectify a situation which has been brought about by a long history, but an analysis of current constraints reveals that it would be best to:

- enable a move to more intensive, diversified and reproducible production systems; this means greater investment ability on the part of producers, who will have to tackle the delicate replanting stage. This is made possible today by gains from the devaluation of the CFA franc, which should favour an essential increase in prices paid to producers (Losch, 1994) (figure 4). It also means more investment in research and research-development (particularly the adaptation of production systems and technical procedures to the considerable instability of the economic environment),
- continue reorganizing sectors along the lines of stronger professionalization, i.e. involving all those concerned, particularly agricultural producers, who had been kept on the sidelines by state management,
- improve the legal and economic environment of production: land tenure law, labour laws, access to information, but also credit arrangements, input supplies, technical advice and management, infrastructures, etc.,
- encourage consultation and contractual links between economic operators.

All this will require compromises between people with often diverging or even opposing strategies (Losch and Varlet, 1993).

The different parties first need to be made aware of the stakes involved. In some respects the State will also have to give ground - as regards levies - and implement a determined sectorial policy.

¹(22) However, the British zone (including the Southwest province) was particularly badly served, especially as regards public investment. This situation led to increasing political tension, to which the final declaration of the anglophone conference, held in Buéa in April 1993, plainly refers (*Politique Africaine* (51), October 1993).

²(23) Hence the symbolic image of F. Houphouët-Boigny, «first planter of Côte d'Ivoire», hoe in hand.

Résumé

Alors que leur production de cacao était identique (80-90 000 tonnes) au moment de l'indépendance, l'article analyse les conditions ayant conduit la Côte d'Ivoire à devenir le premier producteur mondial (750 000 t) et le Cameroun à stagner à 90 000 t. Les conditions naturelles, le peuplement, les migrations, les politiques foncières et le contexte politico-économique jouent chacun un rôle dans cette évolution. L'auteur examine les conditions pour que le Cameroun regagne des parts de marché et pour que la Côte d'Ivoire se maintienne en position de leader mondial.

Abstract

This article examines how events in these two countries, where cocoa production was identical (80-90,000 tonnes) at the time of their independence, led Côte d'Ivoire to become the world's leading producer (750,000 t) and Cameroon to stagnate at 90,000 t. Natural conditions, population distribution, migrations, land tenure policies and the political and economic contexts each played a role in developments. The author looks at how Cameroon can increase its market share and how Côte d'Ivoire can maintain its position as world leader.

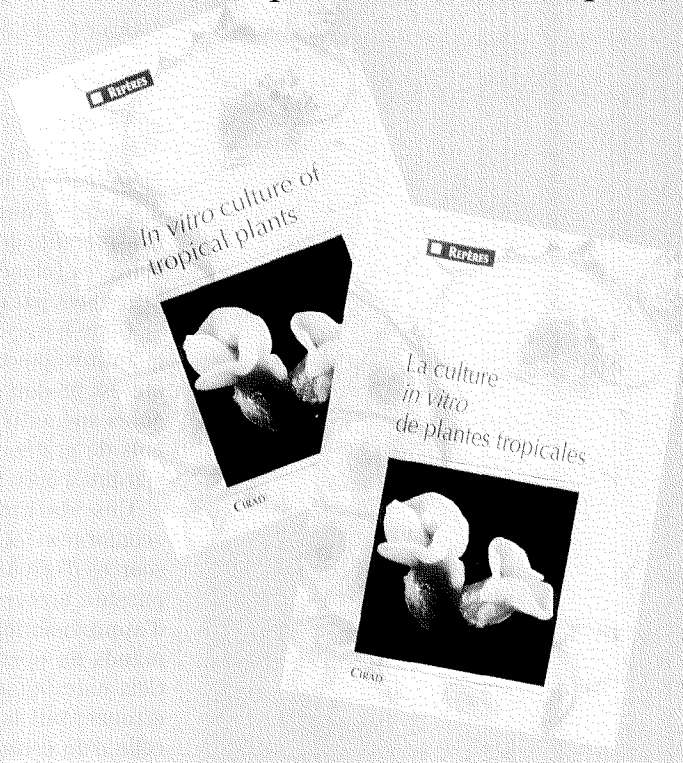
Resumen

Mientras que su producción de cacao era idéntica (80-90.000 toneladas) en el momento de la independencia, el artículo analiza las condiciones que han llevado la Côte d'Ivoire a volverse el primer productor mundial (750.000 t) y Camerún a estancarse en 90.000 t. Las condiciones naturales, la población, las migraciones, las políticas agrarias y el contexto político-económico desempeñan cada uno un papel en esta evolución. El autor examina las condiciones para que Camerún vuelva a ganar partes de mercado y que la Côte d'Ivoire se mantenga en posición de líder mundial.

ent de paraître... vient de paraître... vient de paraître... vient de paraître... vient de paraître

In vitro culture is an essential component of plant biotechnology, it has an immediate impact on agricultural development in cloning and species improvement and will play a crucial role in the future as the creation of transgenic varieties depends on it. The specificity of the reproductive systems of cultivated tropical plants and the severity of the problem of diseases encountered in the tropics make further improvement in *in vitro* techniques indispensable for the development of agriculture in hot countries. The results published here have been chosen to illustrate the range of subjects studied and the major modifications in experimental procedure in the field of *in vitro* culture.

Composante essentielle des biotechnologies végétales, la culture *in vitro* est un facteur immédiat du développement agronomique, lorsqu'elle permet le clonage et l'assainissement des espèces. C'est aussi un outil essentiel pour le futur, puisque de sa maîtrise dépend la création de variétés transgéniques. Les spécificités des systèmes de reproduction des plantes cultivées tropicales, comme le poids des pressions parasitaires qu'elles subissent, rendent capital le développement de ces techniques au profit de l'agriculture des pays chauds. Les résultats récents choisis pour cet ouvrage illustrent la diversité des sujets abordés et l'évolution profonde de la démarche expérimentale dans le domaine de la culture *in vitro*.



Bon de commande / Order form

A retourner à / Return to :

Claude Teisson, BIOTROP, BP 5035, 34032 Montpellier Cedex 1

Nom / Name :

Société / Organisation :

Adresse / Address :

Pays / Country :

désire recevoir l'ouvrage :

« La culture *in vitro* de plantes tropicales » ☐

"*In vitro* culture of tropical plants" ☐

Tarif / Rate : 120 F HT (France)